

Pretoria : autopsie de l'échec prévisible

Tribune – Edito - Ndimby A. – 03/05/10

Je me suis abstenu de participer depuis deux semaines aux éditoriaux de Tribune.com, dès que la rencontre de Pretoria avait été annoncée. Prévoyant dès le départ l'échec de cette rencontre, je ne voulais pas passer pour l'oiseau de mauvais augure en écrivant que dans le contexte actuel, que ce soit à Maputo, Pretoria ou à Ambodim'Isotry, rien ne peut motiver un enthousiasme délirant ou un espoir démesuré. Car si finalement Andry Rajoelina pouvait difficilement refuser d'aller à Pretoria à cause de la pression internationale, tous les signes et le vent agité par ses griots avant la rencontre montraient que ce serait un déplacement ala-safay : acte bâclé, pour montrer qu'on a agi pour la forme, afin d'éviter les critiques d'une opinion qui n'aurait pas admis l'inaction [1].

Sans oublier que l'activisme plus que visible de la France avant et pendant la réunion de Pretoria ne pouvait que braquer certains protagonistes, mais aussi une partie de l'opinion publique, ce qui risquait de vouer ce sommet à l'échec. Petite parenthèse : la secte hâtive s'est offusquée de la présence de l'ambassadeur Niels Marquardt à Pretoria, poussant des cris de vierge effarouchée et accusant à l'ingérence américaine. Mais pourquoi ces griots pseudo-nationalistes ne s'offusquent-ils pas de l'armada de diplomates français à Pretoria ? A moins que l'ingérence française ne soit faite d'or, tandis que celle des autres n'est faite que de bronze.

Ne nous faisons pas d'illusions. Pour qu'enfin l'intérêt supérieur de la Nation puisse avoir sa place dans le processus de médiation entre les protagonistes, il faudrait au moins réunir trois conditions, qui sont encore actuellement invisibles. Primo, avoir des hommes d'État ; secundo, que ces hommes d'État aient la capacité de dépasser leur ego et leurs intérêts personnels ; tertio, avoir une communauté de points de vue au sein des décideurs sur ce qui est vraiment important pour le pays. Aucune de ces conditions n'est présente à l'heure actuelle. Et contrairement à ce que l'on croit, le véritable problème qui bloque la sortie de crise ne réside pas dans les discussions sur l'avenir de Madagascar, mais dans le difficile consensus sur la gestion du nombril des quatre leaders. Que le lecteur me pardonne la trivialité de la comparaison, mais certains de ces protagonistes tiennent moins de personnes qui ont l'avenir du pays entre leurs mains, que d'adolescents dans un dortoir qui tiennent leur organe viril pour tenter de se prouver que chacun a la plus grosse.

Gestion de nombrils

Pour Andry Rajoelina, les objectifs sont simples. S'accrocher au pouvoir pour espérer inscrire dans l'histoire du pays une empreinte différente de celle laissée par cette première année calamiteuse. Mais surtout, après avoir prétendu que la majorité du peuple malgache était derrière lui et excédé par Marc Ravalomanana, la hantise de M. Rajoelina est de se voir démontrer le contraire de manière irréfutable par les urnes. Par conséquent, il fera tout pour faire en sorte que l'ancien Président ne puisse se présenter aux prochaines présidentielles, ou même ne puisse revenir dans le pays. La présence physique de M. Ravalomanana à Antananarivo risque de revigorer une opposition à la visibilité déclinante. Car les opposants les plus nombreux à la Haute autorité de la transition (HAT) sont pour le moment ceux qui se taisent, par peur ou par lassitude. Le retour de Ratsiraka en 1996, 5 ans après la crise de 1991, rappelle que les Malgaches ont la mémoire courte.

À Pretoria, le retour et l'amnistie de Marc Ravalomanana ont donc posé problème à la HAT. Il est d'ailleurs étonnant de voir tout à coup le juridisme de Andry Rajoelina, qui découvre sur ce point qu'il y a des sujets qui ne dépendent pas de lui, mais qu'il doit laisser à l'Assemblée nationale. Il eut été souhaitable pour le pays qu'il se soit paré de ce juridisme sourcilieux depuis janvier 2009. Sur le principe, Marc Ravalomanana devrait avoir le droit de se présenter face au jugement du peuple à travers les élections libres et transparentes, afin que l'on voit vraiment et de manière irréfutable ce que pèse l'ex-DJ en face de lui. Et si l'homme devait être jugé pour des actes considérés répréhensibles durant son mandat, que cela se fasse dans les normes, et non pas juste dans une dynamique de coups tordus pour se venger de lui. Pour en revenir au massacre du 7 février 2009 dont le pouvoir hâtif fait une litanie, si cette affaire doit être portée en justice, alors que toutes les responsabilités soient établies, y compris celles de ceux qui ont imaginé, initié, organisé et mené cette marche vers un Palais présidentiel, sachant que la garde serait obligée de tirer.

À présent que l'intransigeance de l'un et des autres a encore une fois fait capoter le processus de médiation, on va regarder avec curiosité dans les jours qui suivent le plan B qui sera mis en place de part et d'autre. À commencer par l'Union européenne, la communauté internationale commence à montrer des signes d'impatience, et on la comprendrait à moins. Et sur le plan national, Andry Rajoelina doit gérer l'ultimatum des militaires. Une des options qui se murmure en coulisses est la mise en place unilatérale d'un pouvoir

militaro-civil, soit sous la forme d'un gouvernement, soit sous la forme d'un directoire dont M. Rajoelina ferait partie. Mais la question qui se pose est celle-ci : en mai 2010, concrètement, qui peut prétendre représenter l'armée malgache ?

Une armée décrédibilisée

Lors de la crise de 2002, on pouvait rattacher cette armée à quelques noms : par exemple les généraux Marcel Ranjeva ou Ismaël Mounibou. Mais à présent, affaiblie tour à tour par les manœuvres de Didier Ratsiraka, la gestion artisanale de Marc Ravalomanana et la mutinerie en soutien à Andry Rajoelina, force est de se demander quel officier peut encore prétendre se faire respecter d'elle.

Sont-ce les généraux du Directoire militaire, qui ont obtempéré devant les vociférations d'un commandant le 17 mars 2009 ? Sont-ce les tristement célèbres patrons du FIS ? Est-ce le général Noel Rakotonandrasana, qui comble du comble, après avoir été un des leaders de la mutinerie qui a tué le peu de décence qui restait à cette armée, puis après avoir tenté de se rebeller contre son limogeage, se pose maintenant en tant que médiateur et porte-drapeau de l'éthique en essayant de mettre sur pied son Conseil Supérieur Mixte de la Médiation et de l'Éthique (CSMME) ? Est-ce ce crétin de troufion qui a cru voir arriver son heure de gloire devant les photographes en bottant sans vergogne le derrière des colonels arrêtés avec Manandafy il y a un an au Carlton ? Seraient-ce les patrons du FIGN qui montrent de plus en plus leur indépendance d'esprit ? Est-ce Camille Vital, nommé paraît-il pour mettre de l'ordre dans la Grande Muette, mais sans grand succès jusqu'à maintenant ? Ou bien est-ce ce civil malfaisant que beaucoup surnomment ironiquement et à raison le Général des gros bras ? Dans ce panier de crabes, si ce n'est d'écrevisses marbrées, avec qui Andry Rajoelina va-t-il composer de manière durable et efficace ?

L'armée malgache a perdu sa crédibilité depuis 2009, du fait de plusieurs facteurs. Un, sa politisation, avec des officiers qui ont publiquement pris fait et cause pour un des protagonistes de la crise politique. Deux, la sauvagerie et la bestialité de certaines actions de répression, immortalisées dans leurs exactions grâce aux vidéos sur Youtube. Trois, la multiplication d'actes de banditisme qui impliquent des militaires. Quatre, l'implosion de l'échelle hiérarchique, qui fait que tout le monde devient chef : dans une armée dans laquelle tout le monde commande à tout le monde, c'est finalement personne qui commande à chacun. D'où l'anarchie et le phénomène dangereux de risque de balkanisation de l'armée. Et cinq, ces histoires de corruption au plus haut niveau. Comment croire que cette armée de 2010 peut détenir la solution ?

Au moment où la HAT se prépare encore à prendre des décisions unilatérales et stériles, nous répétons encore une fois, même sans grande conviction sur la capacité de compréhension de la HAT, cette citation d'Einstein : « La folie est de toujours se comporter de la même manière et de s'attendre à un résultat différent ». On ne peut faire et réussir un coup d'Etat en s'appuyant sur des enfants de chœur. Par conséquent, quand Andry Rajoelina est parti à l'assaut de la forteresse Ravalomanana, il s'est allié avec les pires représentants de chaque catégorie. Les pires des officiers, qui acceptaient de mettre au placard leur honneur pour se fourvoyer dans une mutinerie. Les pires des juristes, qui pouvaient sans sourciller manipuler le droit constitutionnel en improvisant des textes tordus. Les pires des politiciens, ceux qui n'auraient aucun scrupule à appuyer la manipulation de l'opinion publique. Les pires des citoyens, ceux qui ne rechignent pas aux basses besognes pour intimider ou provoquer la déstabilisation. Les pires des journalistes, qui pourraient donner des leçons au nazi Goebbels en matière de propagande institutionnelle.

L'ennui, c'est que quand on se lie d'amitié avec les crocodiles : on ne sait jamais quand ils ouvrent la bouche si c'est pour vous sourire, ou bien pour vous mordre. Il est donc étrange que depuis un an, Andry Rajoelina n'aie toujours pas appris à se méfier des conseils de son entourage.

Notes

[1] Traduction libre de la définition du Rakibolana de l'académicien Régis Rajemisa-Raolison

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Pretoria-autopsie-de-l-echec,13976.html>